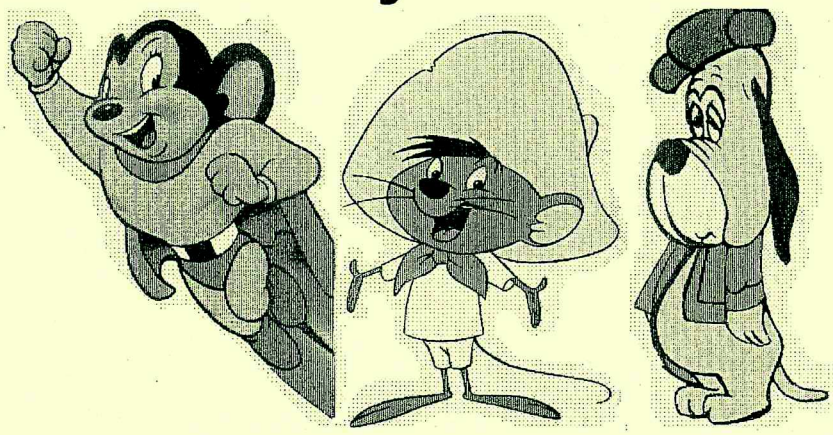
AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

L'hyper, le pauvre et le moyen



L'État fédéral et les cantons viennent de lancer une offensive contre le statut des employés des entreprises publiques, « *qui, s'il était maintenu tel quel, constituerait un frein aux réformes mises en route* »[1]. La Confédération et les cantons ont entrepris ou réfléchissent à de telles réformes, le but étant « *la fin du statut de fonctionnaire* »[2]. Ces mesures sont décrétées, bien entendu, inévitables et, « *à l'exception de l'extrême gauche mue par une idéologie d'un autre âge* », qui « *a vainement tenté de lancer un référendum* »[3], personne ne les remet en cause.

Ce qui est à l'œuvre ici, c'est, une fois de plus l'entreprise de précarisation des travailleurs, entreprise d'autant plus facile à mener que les victimes en sont les fonctionnaires, ces « privilégiés ». S'ils sont attaqués c'est que les fonctionnaires bénéficient de certaines garanties qui en font une catégorie de travailleurs qui n'est pas soumise directement à la loi du marché, donc susceptible de protester (on l'a vu en France en 1995). Aussi faut-il y mettre bon ordre et faire en sorte que ces travailleurs comme les autres aillent rejoindre la catégorie des précaires.

Ce qui est très habile c'est que ces attaques comme toutes celles qui touchent à l'État, se font au nom d'une critique de l'État, jugé archaïque. Mais, en fait ce qui est critiqué, ce sont uniquement certaines tâches, comme dans le domaine de la santé par exemple, que l'État prend en charge, et le fait que l'État assure un certains nombres d'emplois « protégés ». La droite qui mène cette fausse critique ne compte absolument pas abandonner l'État dont le « *rôle principal* [de] *contrôle social, soit la répression et la diffusion de l'idéologie dominante* »[4] lui convient parfaitement, car il sert totalement ses intérêts.

De fait, il est presque superflu, aujourd'hui, de prendre la peine de traquer les impostures des capitalistes et de leurs serviteurs, pour comprendre la nature exacte du monde qu'ils fabriquent. Ceux-ci nous le disent déjà, comme Jacques Attali qui, dans Le Temps du 20 juin, nous annonce « *La naissance de trois groupes sociaux, tant à l'intérieur de chaque pays qu'à l'échelle planétaire,* [...] : *l'hyper-classe* [disposant] *de tous les moyens de la connexité et de la création, les nomades de misère, obligés de bouger pour trouver du travail ou pour survivre, une gigantesque classe moyenne, vivant dans l'espérance factice de rejoindre l'hyper-classe et la peur réelle de basculer dans le nomadisme prolétaire* ».

G. Amista

1. Le Temps, 19 juin 1998
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. L'Affranchi, n° 15, janvier 1998

Conseils aux Investisseurs

Si le mois de juin est le temps des cerises, il est aussi celui de la publication tant attendue – par les zélateurs du capital – du classement Forbes des 200 milliardaires les plus milliardaires du monde.

Pas de surprise quant au champion toute catégorie, Bill Gates, malgré ses démêlés avec la justice américaine, ni avec les Helvètes faisant partie de ce gotha douteux : les Landolt (Novartis), Schmindheiny (ABB), Ebner et Blocher sont fidèles au poste. La fortune de l'ensemble des Suisses figurant au classement suffirait à payer un salaire mensuel de 5000.- pendant ... 550 000 ans !

Le Matin du 22 juin présente ce classement en indiquant également l'origine de la fortune. Pour la plupart des super-capitalistes mentionnés, c'est leur entreprise qui leur permet d'amasser éhontément et impunément, à coup de spéculations, restructurations, exploitation et autres manœuvres rémunératrices. Mais attention ! Dans ce troupeau d'exploiteurs se comptent d'étranges moutons, dont les activités ont été un peu trop voyantes, et pour lesquelles il a fallu chercher de délicats euphémismes. C'est ainsi que la mise à sac de l'Indonésie pratiquée durant de nombreuses années par la famille Suharto se voit qualifiée pudiquement d'« investissements ». *On en rirait si la situation indonésienne n'était pas aussi tragique. Le capital ne recule devant rien quant il s'agit de s'auto-glorifier.*

Luttes

En mai les mineurs ont secoué la Russie

Livre

La vie, les idées et les écrits de Guy Debord

Pollution

La discrétion, qualité première du nucléaire

AUJOURD'HUI
sur
Internet
www.tao.ca/~cas/aujour.html

Luttes

En mai les mineurs ont secoué la Russie

L'écho donné aux luttes sociales que vient de connaître la Russie a été très faible. Normal. Ici, l'habitude est de considérer, que le bel effort des dirigeants de ce pays, aux ordres des grands groupes économiques, pour faire de ce pays, un Éden capitaliste, vaut tous les sacrifices. Surtout, celui de travailleurs qui ont le culot de ne pas vouloir crever

L'industrie du charbon vit une crise profonde. Il faut en chercher les causes dans la politique économique néo-libérale des régnants. Économiser à tout prix sur les coûts salariaux est le leitmotiv du gouvernement. Il y a toujours moins d'argent pour le domaine social, les services publics, la formation, la médecine et la science, et l'État ne paie pas sa propre consommation de charbon. Les propriétaires et l'administration des mines de charbon préfèrent placer les gains dans différentes spéculations et non dans le renouvellement d'un matériel obsolète : les conséquences sont destructrices. La plupart des mineurs n'ont pas reçu leur salaire depuis au moins six mois, et le nombre des accidents de travail croît, à tel point que l'on compte plus de morts pour janvier 1998 que pour toute l'année 1996. L'administration ferme les exploitations, une à une, sans faire de vagues. Pour cela, elle déplace, dans un premier temps, les mineurs dans d'autres mines, mais après quelques mois elle procède sur ces sites à des réductions générales de personnel et les travailleurs récemment déplacés sont les premiers à en être les victimes. D'autres mines sont simplement fermées sans avoir recours à cette méthode « douce ». De toute façon, nombre de mineurs donnent leur démission d'eux-mêmes après ne pas avoir reçu leur salaire pendant des mois. Officiellement, il existe un programme du FMI et de la Banque mondiale pour la restructuration de l'industrie du charbon qui, en fait, se résume à réduire, de façon drastique, les places de travail et à laisser en plan des régions entières.

Cette situation a conduit les mineurs à faire grève à plusieurs reprises, mais, lors, le même scénario se répète : les mineurs font grève, une partie misérable des salaires est payée et tout recommence à zéro. Dans ce combat, la détermination des mineurs est sévèrement mise à mal par le contrôle et la politique de conciliation des syndicats officiels. Pendant que les organisations de base des syndicats de mineurs font grève pour ne pas perdre leur influence sur les travailleurs, les pontes travaillent à saper la force et la portée de la protestation. Cette fois, pourtant, quelque chose a bougé. Cela est venu, en partie, de protestations semi-spontanées s'apparentant à une révolte de masse et révélant une désobéissance encore sans précédant dans l'histoire moderne de la Russie.

Cela démarre, le 14 mai, jour où les mineurs détiennent à Workuta dans le Nord (République des Komis) les administrateurs de la mine et le maire de la ville dans leur cabinet et les obligent à s'expliquer sur leur position quant aux revendications des travailleurs, dont les organisations de base des syndicats de mineurs ont établi une liste : retour en arrière dans la privatisation de l'industrie du charbon, remboursement de la dette de la part des clients (surtout les institutions d'État, les entreprises et les firmes), paiement des salaires et démission du président et du gouvernement. Les mineurs d'autres régions entreprennent cette fois des actions de solidarité. Le 15 mai, les mineurs de Andshero-Sudshinsk (Kuzbass) bloquent la ligne du transsibérien pour une période illimitée, action soutenue par les travailleurs d'autres industries et d'autres branches (enseignants, médecins, etc.). Des mineurs et autres travailleurs de la ville d'Inta (République des Komis) bloquent, eux, la ligne ferroviaire Moscou-Workuta, et les mineurs de la région de Perm l'autoroute. Le puissant remplaçant du premier ministre, Nezov, rencontre le représentant des mineurs de Inta et Workuta et promet 47 millions de roubles (1 dollar = 6,1 roubles) pour les vacances scolaires des enfants au Sud, 7 millions comme remboursement des dettes du budget à l'industrie du charbon et d'autres dettes. Cette promesse est rejetée tant elle est ridicule. Les mineurs du Don (Rosov, Schachty), bloquent, à leur tour, la principale ligne ferroviaire du Nord-Caucase, le pays est menacé de paralysie complète. Tandis que la presse se met à parler de ces événements comme d'une « *veille d'une révolution* » et d'un « *commencement d'une révolution régionale* » (*Nezavisimaya Gazeta* des 19 et 22 mai), les actions s'étendent encore et tournent, dans certaines régions, à une désobéissance civile de masse. C'est le tour de la ligne ferroviaire du Transsibérien de l'Ouest d'être bloquée par les mineurs de Prokopievsk (dans le Kuzdas), tandis que ceux de Chakassien, en collaboration avec les enseignant(e)s de la région de Novosibirsk, rendent, provisoirement, impossible la circulation sur l'autoroute Novosibirsk-Pavlodar. Au 22 mai, ce sont pas moins de 10 lignes ferroviaires dans le Nord, la région du Don, en Sibérie, dans la région de l'Oural comme dans celle de la Volga qui sont bloquées, immobilisant environ 600 trains ; les pertes de la société ferroviaire se sont montent à 200 millions de roubles et celles de la métallurgie à 100 millions. Le gouvernement, complètement dépassé par les événements, hésite entre des menaces imprécises de faire pression sur les mineurs sur le mode tatchérien ou de les mettre à l'amende. Cela ne pouvant que conduire à de nouvelles révoltes, de nouvelles concessions et de nouvelles promesses sont faites, le Premier ministre Kirienko et son remplaçant Nemzov promettant d'envoyer de toute urgence le montant de 385 millions de roubles comme partie du remboursement de la dette du budget à l'industrie. C'est le début de l'offensive du gouvernement qui dépêche ses plus hauts représentants dans les régions en crise de peur qu'elles n'explosent : un vice-premier ministre, Sysujev, part pour le Kuzbas, un autre, Nemtsov, dans la région de Rostov-sur-le-Don, le ministre de l'économie, Urinson, visite Workuta et Inta. Ils ont de nombreuses discussions avec les syndicalistes meneurs, dans le but de « Diviser pour mieux régner ». On promet aux travailleurs le paiement en une fois d'une partie des dettes en proposant de réduire les dépenses liées aux fonctions du président, du gouvernement et du parlement ; on commence par payer une partie des dettes salariales (tout de même pas celles de l'année précédente), les sommes restantes étant promises pour août ; l'État déclare comme sa propriété, à 51 % des actions, trois sociétés minières à Inta et dans le Kuzbas, contredisant par-là les plans de fermeture et de privatisation de la banque mondiale (mais les experts assurent dans le même temps que ce ne sont là que des mesures provisoires dans l'optique d'une nouvelle restructuration). Les syndicats déclarent, alors, pour leur part la fin des bocages des lignes ferroviaires pour les régions de Ruzbas et du Don, mesures mises en place le 24 mai. Cette nouvelle traîtrise des syndicats est ressentie douloureusement par les travailleurs. Quelques centaines de mineurs de la région du Don à Schachty refusent d'accepter pendant des heures encore la décision des syndicats, et veulent se battre jusqu'à la fin, jusqu'à ce que leurs revendications soient complètement acceptées. Ce n'est que, se sentant seuls et abandonnés, les autres mineurs ayant commencé à recevoir leur salaire, qu'ils abandonnent.

Outre cette « traditionnelle » trahison des syndicats, les travailleurs ont, malheureusement, commis, dans cette lutte, certaines erreurs, comme d'attendre un certain temps avant d'entreprendre des actions de grève (blocages), qu'ils ont, par ailleurs, menées sans pour autant, en principe, abandonner leur place de travail. De même, ce n'est que le 21 mai que sera proclamée la grève générale des mineurs dans la plupart des régions. Toutefois, pour un temps au moins, il a semblé - et ceci pour la première fois dans l'histoire de la Russie de Yeltsin - que les protestations échappaient des mains des pontes des syndicats.

Aujourd'hui ce grand combat des travailleurs de la Russie moderne est pratiquement fini (seules Workuta et Inta continuent à se battre, car là-bas les discussions avec le ministre des finances ont échoué), et Il est difficile de savoir si les simples travailleurs croient ou non aux nouvelles promesses des dirigeants. Mais, la force d'inertie est encore très grande, comme la tendance à suivre les syndicats officiels et la légalité honteuse de l'État. Un mouvement plein de promesses qui aurait pu donner vie à un syndicat type Solidarnosc a échoué. Les problèmes restent, et cela veut dire que de futurs combats entre les mineurs et le gouvernement de l'extrémisme néo-libéral sont à venir.

Vadim D. (Moscou)
Trad. de Ch. E.

Livre

Debord révolutionnaire

Shigenobu Gonzalvez consacre à Guy Debord un petit livre contenant des éléments biographiques précieux et une excellente bibliographie

Guy Debord ou la beauté du négatif, Shigenobu Gonzalvez, Mille et une nuits, 1998, 141 p.

Debord est, depuis sa disparition en 1994, l'objet de tentatives de récupération (le nécrophage Sollers) et de malentendus. Rappelons, à ce sujet, l'utilisation erronée et réductrice qui est faite par beaucoup du concept, créé par Guy Debord, de « société du spectacle ». Aussi, rien de plus utile que de se reporter aux faits et aux dates, ce que permet le petit livre de Shigenobu Gonzalvez.

Les notes biographiques qui débutent le livre donne un bonne idée de ce qu'a été le parcours de Guy Debord, tant au niveau de sa pratique que du développement de sa pensée. L'auteur insiste, dés l'introduction, sur l'inscription de toute l'œuvre et l'action de Debord dans une perspective poétique. En fait, les préoccupations politiques radicales se feront jour au fur et à mesure. Au début des années cinquante, son activité est principalement artistique, mais sa volonté est d'emblée de travailler au dépassement de l'art, comme l'indique son premier film, réalisé en 1952 (il vient de fonder l'Internationale lettriste), *Hurlements en faveur de Sade*, dont la conception selon l'alternance d'écrans noirs et d'écrans blancs est inédite. Les années qui suivent le voient, d'ailleurs, collaborer à des publications du groupe surréaliste belge de Bruxelles (Nougé, Mariën). C'est dans ces pages de la revue *Les Lèvres nues* qu'apparaîtront, sous la plume de Debord, certains de ses concepts clés qui seront développé par la suite, comme la dérive, la psychogéographie et le détournement. Ces moments biographiques qui nous sont présentés montre comment Debord, tout en ne renonçant pas à l'activité artistique, et en développant d'autres centres d'intérêts, comme l'urbanisme, perçoit la nécessité d'une action plus directement politique. En fait, il fera ce que les surréalistes, avant lui, n'ont pas su faire. Dans ce processus, l'auteur montre le caractère central de la guerre d'Algérie (Debord signera le manifeste des 121) et du passage par le groupe Socialisme et Barbarie (Castoriadis). Les écrits de l'Internationale situationniste (IS, créée en 1957) suivant cette période (1960) portent la marque de cette expérience et « *la critique de certains aspects de la société verse définitivement dans la critique de la société dans son ensemble* ». La suite de l'aventure situationniste et de la vie de Debord ne démentiront jamais cet engagement révolutionnaire, et l'influence de l'IS et de la pensée de Debord seront, notamment, fondamentales dans les événements de 1968.

Un des intérêts des notes biographiques de Shigenobu Gonzalvez est que bien que relevant les mérites de Debord, il n'hésite pas à en signaler les faiblesses. Ainsi, sont épinglés certaines des dernières publications de Debord (par exemple, le recueil iconographique *Panégyrique, tome second*) qui n'étaient certainement pas indispensables, et la tendance de Debord à accorder une importance démesurée à certains de ses détracteurs procurant « *à une poignée de gratte-papier une légitimité qu'aucun d'entre eux ne mérite* ». Plus grave, l'auteur relève parmi les derniers propos de Debord certains discours à relent réactionnaire, concernant, par exemple la jeunesse des banlieues, et des nostalgies douteuses, comme pour la médecine d'antan.

Ces éléments biographiques qui donnent, sans complaisance, la mesure de Guy Debord, sont complétés par une « bibliographie » (des guillemets car elle contient autant des livres et articles que des tracts, films, conférences, œuvres sonores, etc.) tout à fait conséquente de Guy Debord, pour laquelle l'auteur n'a retenu que les œuvres auxquelles celui-ci avait, avec certitude, effectivement participé (seul ou avec d'autres) et une chronologie des œuvres complètes.

Shigenobu Gonzalvez profite de sa conclusion pour nous rappeler que les idées de l'Internationale situationniste ne se limitent pas à la personne de Debord, malgré ce que prétendent certains qui voient là moyen de se débarrasser des idées en enterrant l'homme.

G. Amista

Le Grand Capital va pouvoir souffler et panser ses plaies,

AUJOURD'HUI cessera de paraître le vendredi 3 **juillet** (n° 20)

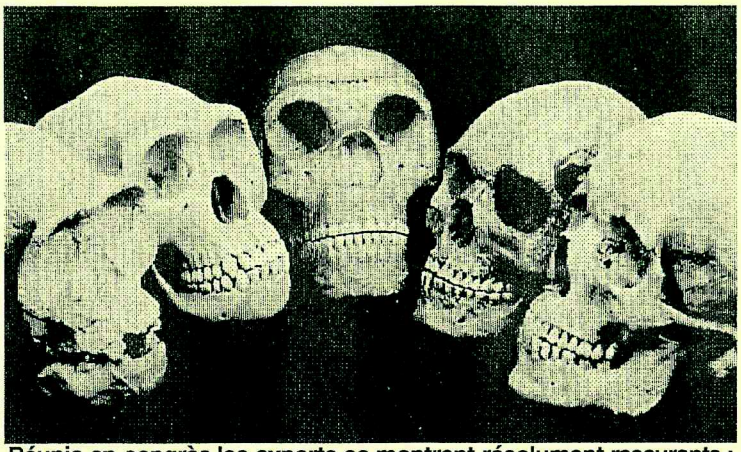
Mais, qu'il ne se réjouisse pas trop vite car,

AUJOURD'HUI reparaîtra, selon le même rythme hebdomadaire, dès le vendredi 21 **août**

Pollution

Soudain mon cœur fait boum

Il y a des « événements » qui tiennent le public en haleine, tel la coupe du monde de foot. Même si ça ne nous intéresse pas, on suit de force le feuilleton. Et puis il y a les nouvelles qui passent presque inaperçues. Quelques secondes au téléjournal, quelques lignes dans votre quotidien préféré, et puis... plus rien.



Réunis en congrès les experts se montrent résolument rassurants : « Tout cela ne présente aucun danger pour les personnes »

Vous vous souvenez de l'histoire du nuage radioactif parti de l'usine d'Acerinox à Algeciras au sud de l'Espagne. Celui qui a été repéré un peu partout en Europe, notamment au-dessus de la Suisse. Vous l'avez déjà oublié ? Pourtant l'information date d'à peine dix jours ! Bien sûr cela n'a pas fait la une des journaux. Depuis, s'il n'a pas rejoint la terre ferme au gré d'un orage, le nuage est sans doute parti survoler d'autres contrées ; mais on n'en sait rien. Tout comme on ne sait pas d'où provenaient les matériaux radioactifs qui ont été fondus dans l'usine espagnole, ou si des ouvriers ont été irradiés. Tout ça n'est plus d'actualité, d'autant plus que, dès le premier jour, on nous a assuré que « *le nuage radioactif ne présente aucun danger pour la santé humaine* » [1].

Rassurante, l'industrie du nucléaire l'est toujours, car elle se sait impopulaire. Elle profite aussi du fait que sa contamination n'est pas visible et que ses effets ne sont souvent pas immédiats. A ce propos, on peut se demander où en sont les études épidémiologiques sur les leucémies des enfants vivant dans les environs des usines de retraitement des déchets nucléaires, comme La Hague en France ? Encore un thème passé aux oubliettes journalistiques.

Dans ce contexte, il n'est donc pas étonnant que le grave incident de la centrale nucléaire de Civaux dans la Vienne (France) qui s'est produit dans la nuit du 12 au 13 mai 1998, n'ait pas été couvert par la presse suisse. En France même, ce n'est qu'un mois après l'événement que l'on a appris que « *la centrale la plus sûre du monde* » souffrait d'un grave défaut de conception dans son système de refroidissement. Or chacun sait, depuis Tchernobyl, que dans le domaine du nucléaire le droit à l'erreur n'existe pas.

Aux alentours du 10 juin, le danger potentiel était toujours présent car le réacteur n'avait pu être déchargé du fait que la réaction en chaîne n'était pas encore complètement stoppée. Durant un mois donc, les riverains de la centrale ont vécu à côté d'un danger qu'ils ignoraient.

Mais depuis, dans la région, la résistance a commencé à s'organiser. L'initiative est partie de différents groupes libertaires et ce n'est pas par hasard. On ne peut pas, en effet, compter sérieusement sur les partis politiques pour résister au lobby nucléaire. Tout d'abord parce qu'Électricité de France (EDF) arrose de subventions et de taxes diverses les communes situées au alentours des centrales et même, fait moins connu, leur consent des prêts qui servent à satisfaire les rêves de grandeurs des élus locaux, les « piégeant » et achetant ainsi leur silence.

En ce qui concerne la commune de Civaux, il est utile de préciser que son maire (Hervé Jaspart) est cadre d'EDF. Cet individu, prétendant dénoncer les bruits d'une minorité qui détruit le climat de confiance instauré auparavant, a fait distribuer dans les boîtes aux lettres de la commune une note s'intitulant « *rumeurs rumeurs* », parlant avec cynisme « *de salades qui n'ont pas pris de couleurs atomiques* ».

Les personnes qui se sont rassemblées pour dénoncer les risques de la centrale et réclamer sa fermeture ainsi que l'abandon définitif de Civaux 2, relèvent l'existence d'une certaine « fracture » entre une partie des opposants investis dès le début (il y a 20 ans) dans la lutte contre la centrale, qui sont amers et « fatigués », et les plus jeunes ou nouveaux habitants plus déterminés (reprochant parfois aux premiers d'avoir laissé s'installer la centrale).

En tout état de cause, un rassemblement contre le Nucléaire est prévu à Poitiers le 27 juin, à l'occasion du passage de la Coordination Vienne-Charente contre l'enfouissement des déchets radioactifs. Cette mobilisation, comme d'autres manifestations, augure-t-elle d'un renouveau du mouvement antinucléaire en France ? C'est bien possible. D'autant qu'avec le désastre de Super-Phénix (Malville) et le problème insoluble des déchets, de plus en plus de gens doutent désormais de l'utilité du nucléaire. On serait bien inspiré, ici en Suisse, d'en prendre de la graine, car le moratoire en vigueur dans notre pays arrive bientôt à échéance.

La conclusion, nous la laissons à Cyrille de la liaison « Sud-Vienne » qui a fait circuler sur Internet les informations que nous avons utilisées pour rédiger cet article : « *Les libertaires doivent apporter leur spécificité au débat contre le nucléaire. C'est-à-dire le refuser parce qu'il est dangereux pour l'homme et son environnement, mais également et surtout refuser le capitalisme car une société basée sur le profit produira toujours des horreurs de ce type.* »

M. Argery

1. 24 heures, 15 juin 1998.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle.
Ed. responsable : Claude Cantini.
Tirage : 200 ex.
Adresse :
AUJOURD'HUI
c/o Aide Mutuelle, case postale 664,
1211 Genève 4
Web : www.tao.ca/~cas/aujour.html
e-mail : edam.ch@tao.ca
cas.ch@tao.ca